



**Document de présentation: Médias, développement et lutte contre la
pauvreté
Journée mondiale de la liberté de la presse
Sri Lanka
1^{er}-3 mai 2006**

En 2006, la Journée mondiale de la liberté de la presse de l'UNESCO a pour thème le lien entre la liberté de la presse et l'élimination de la pauvreté. Au cours des dix dernières années, l'accord général s'est fait sur l'existence d'une forte corrélation entre le soutien à la liberté de la presse et la réduction de la pauvreté. Les études analysant les réussites et les échecs des efforts de développement ont conduit les organismes d'assistance, les ONG et les acteurs institutionnels à articuler le développement autour de la participation locale, reconnaissant que sans l'autonomisation et la compréhension des acteurs locaux, même les plans de développement les mieux soutenus ne donnent généralement que des résultats négligeables ou éphémères. La liberté et l'indépendance des médias tiennent une place centrale dans ce raisonnement pour l'élimination de la pauvreté. Premièrement, les médias libres et indépendants servent de vecteurs d'information pour favoriser la bonne gouvernance, en instaurant et développant les relations entre une population informée, critique et prête à participer et des élus à l'écoute. Deuxièmement, des médias libres et indépendants apportent dans leur sillage un ensemble de bienfaits, et notamment la reconnaissance et un plus grand respect des droits fondamentaux, le renforcement de la société civile, la transparence politique ainsi que le développement économique durable, qui ont souvent démontré l'importance qu'ils revêtaient dans la lutte contre la pauvreté. C'est la raison pour laquelle les organismes de développement affirment qu'« un secteur des médias compétent, indépendant et viable est l'outil le plus prometteur dont la société dispose pour fournir aux citoyens l'information dont ils ont besoin pour susciter et soutenir la réforme de l'État et la réduction de la pauvreté »¹.

Cette année, dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse, l'UNESCO invite les participants à réfléchir aux liens qui existent entre la liberté des médias et la lutte contre la pauvreté ainsi qu'aux facteurs déterminants qui influent sur cette corrélation. Le présent document détaille un certain nombre des travaux qui ont déjà été menés sur le thème des médias et de l'élimination de la pauvreté, avant de recenser et d'explorer trois des façons par lesquelles des médias libres favorisent le développement humain : premièrement, en autonomisant les populations et les groupes défavorisés ; deuxièmement, en contribuant au développement économique durable grâce à une meilleure communication entre les diverses parties prenantes et les différents niveaux de la société ; troisièmement, en augmentant la transparence, l'obligation de rendre des comptes et la bonne gouvernance. Enfin, le présent document précise les quelques domaines spécifiques dans lesquels l'UNESCO peut poursuivre la mise en place de stratégies et de programmes visant à encourager l'indépendance des médias et à assurer que ces derniers sont pleinement à même de mettre tous leurs moyens au service du développement. En rassemblant des professionnels des médias, des représentants d'organismes d'aide au développement, des économistes et des universitaires, la Journée mondiale de la liberté de la presse devrait contribuer à renforcer le dialogue sur la manière dont la protection du droit à la liberté de la presse et la liberté d'information peuvent réduire la pauvreté ; elle devrait également permettre de définir la meilleure façon dont les divers organismes de développement et organisations de médias peuvent travailler ensemble pour que les médias soient en mesure de jouer le rôle déterminant qui est le leur dans les efforts déployés en vue d'atteindre les OMD.

¹ Ann Hudock, « *Hearing the Voices of the Poor: Encouraging Good Governance and Poverty Reduction through Media Support* » (Entendre la voix des pauvres : encourager la bonne gouvernance et la lutte contre la pauvreté par l'appui aux médias), World Learning (2003).

I. Développer la corrélation entre liberté de la presse et lutte contre la pauvreté

Dans le fond et pour résumer, à moins que les médias puissent jouer le rôle de gardiens de l'intérêt général et public, à moins que par public on entende l'ensemble de la population des pays en développement et non simplement un marché pour les annonceurs ; et à moins que [l'on englobe] ceux qui ont le plus à gagner ou à perdre dans les débats sur le développement - soit près de la moitié de l'humanité ; à moins que ces conditions soient réunies, des gens vont mourir. Ils mourront, non par centaines ou par milliers comme aujourd'hui, mais par centaines de millions².

La Déclaration du Millénaire des Nations Unies (2000) a rassemblé diverses ONG et différents donateurs bilatéraux dans la poursuite de plusieurs objectifs bien définis et notamment l'élimination de la pauvreté. Le premier des objectifs de développement (OMD) énoncés dans cette Déclaration consiste à réduire de moitié, d'ici à 2015, la proportion de la population vivant dans une extrême pauvreté. Dans la foulée de cette union de la communauté internationale autour des OMD et de leur réalisation, plusieurs conférences ont été axées sur la façon de donner aux médias les moyens de jouer leur rôle indispensable. En 2003, à Bellagio (Italie), un certain nombre d'organisations défendant les médias et la liberté de la presse se sont réunies pour débattre des liens entre les médias et la lutte contre la pauvreté. Cette conférence visait à faire le point sur la situation actuelle dans le milieu des médias, après les débats houleux que ce sujet avait suscité dans les années 80. On avait vu alors différentes factions s'affronter âprement sur ce qui semblait être un choix entre enchaîner les médias aux besoins des pauvres, restreignant ainsi les libertés fondamentales de la presse, ou ne pas se soucier de la multitude de personnes vivant dans le plus extrême dénuement. Malgré la persistance de quelques points de désaccord, la Conférence de Bellagio a abouti à une déclaration unanime sur le rôle central des médias dans la réduction de la pauvreté et le développement durable.

Un an plus tard, les donateurs et les organisations multilatérales se sont à nouveau donné rendez-vous à Bellagio pour une conférence sur la communication et les OMD. Celle-ci a souligné dans une déclaration que le savoir, la communication et la participation sont des éléments essentiels pour réaliser l'OMD visant à réduire de moitié l'extrême pauvreté et la faim d'ici à 2015. La conférence a en outre conclu que si la « communication est fondamentale pour aider les populations à changer la société dans laquelle elles vivent [...] ces stratégies sont encore loin d'occuper une place prioritaire dans les plans de développement, ce qui compromet les chances d'atteindre les OMD »³.

Les discussions entamées dans le cadre des conférences de Bellagio se sont poursuivies lors du Forum mondial pour le développement des médias (*Global Forum for Media Development*) qui s'est tenu à Amman (Jordanie) en octobre 2005. Plus de 600 professionnels des médias et représentants d'ONG, d'organisations internationales et de gouvernements s'y sont retrouvés pour débattre de diverses questions, notamment le rôle des médias dans le développement, l'approfondissement de l'idée qu'il y a un lien entre les médias et la réduction de la pauvreté, et la recherche des moyens de renforcer le potentiel des médias. En 2006, après la Journée mondiale de la liberté de la presse, la Banque mondiale prévoit d'organiser un Congrès sur la communication et le développement au mois d'octobre en Italie. La Banque mondiale a également publié un excellent ouvrage, intitulé *Le droit d'informer : le rôle des médias dans le développement économique*, qui traite de l'impact des médias sur le développement dans différentes circonstances et montre comment certains facteurs spécifiques permettent aux médias d'encourager les marchés économiques et les échanges politiques et de donner la parole à ceux qui sont privés de leurs droits.

² James Deane, « *Why the Media Matters* » (Pourquoi les médias comptent), Forum mondial pour le développement des médias, octobre 2005.

³ Déclaration de Bellagio sur le rôle de la communication dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (2004).

II. Les trois grands domaines dans lesquels la liberté des médias a un impact sur la réduction de la pauvreté

L'objectif majeur des programmes de l'UNESCO est de réduire la pauvreté grâce à la réalisation du développement durable. L'UNESCO s'associe aux organisations qui mettent en relief le soutien à la liberté et à l'indépendance des médias car c'est un élément fondamental pour réussir à éliminer la pauvreté et à réaliser les OMD. La reconnaissance et la protection des droits de l'homme sont au cœur des préoccupations du système des Nations Unies et, à ce titre, l'UNESCO inscrit son action dans la perspective des droits de l'homme.

Le droit à la liberté d'expression que défendent les médias indépendants est un droit politique fondamental. Le droit à la réduction de la pauvreté est pour sa part un droit social fondamental. Parmi les défenseurs des droits de l'homme, il y a un débat entre partisans des droits sociaux et partisans des droits politiques qui couve depuis longtemps. Les groupes de militants des droits de l'homme d'Europe et d'Amérique du Nord accordent souvent la priorité aux droits civils et politiques, affirmant que ces derniers donnent aux individus les moyens de connaître et de défendre leurs droits sociaux, économiques et culturels. En revanche, les représentants de nombreuses nations en développement avancent que les besoins essentiels que représentent les droits sociaux sont fondamentaux pour la vie elle-même ; la liberté d'expression ou la liberté de mouvement ne sont selon eux d'aucun recours à une personne affamée, appauvrie ou privée de l'expression de son identité. Faire mieux comprendre les liens qui existent entre la liberté de la presse et la lutte contre la pauvreté permet de réconcilier ces deux catégories de droits concurrentes, car on voit mieux que le renforcement de certains droits de l'homme en met automatiquement d'autres en valeur et que les protections qu'apporte une structure fondée sur les droits sont liées.

L'attention portée aux droits est également un élément central de la discussion sur le potentiel des médias dans la tentative d'éliminer la pauvreté, car sinon, on ne voit pas pourquoi il est nécessaire que les médias soient *indépendants*. Une presse qui ne jouit d'aucune indépendance peut réaliser certaines des avancées vers l'élimination de la pauvreté qui ont déjà été mentionnées : une presse contrôlée par l'État peut par exemple accroître l'alphabétisation, fournir des emplois qualifiés et diffuser de l'information. Mais seule une presse indépendante peut jouer le rôle d'observateur critique du gouvernement et autonomiser les populations qu'elle sert en les informant et en leur donnant l'assurance que leur participation a une importance. Seule une presse indépendante peut renforcer la société civile en garantissant au public l'accès à la pluralité des opinions et la possibilité de les discuter. C'est la presse indépendante qui est la plus à même de représenter les points de vue locaux, en offrant la possibilité de transformer des récepteurs passifs en participants de premier plan. Enfin, c'est l'ouverture d'esprit et l'autonomisation apportées à la société civile par des médias libres et indépendants qui garantissent le droit à la liberté d'expression et d'information promis à l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

1. Autonomisation

« Quand les individus ne peuvent se faire entendre dans l'arène publique, ni accéder à l'information sur des questions qui concernent leur vie, et lorsque leurs préoccupations ne sont pas suffisamment reflétées dans les médias, le développement se trouve généralement compromis et les fléaux, tels que les famines, sont moins susceptibles d'être évités. L'absence d'accès à la communication fragilise l'aptitude des pauvres à prendre part aux processus démocratiques. La frustration et l'aliénation face au manque de moyens d'expression conduisent à une désaffection pour la vie politique qui se traduit par de l'indifférence ou de la violence »⁴.

⁴ Colloque de Bellagio sur les médias, la liberté et la pauvreté, point 4 de la Déclaration (2003).

Dans son ouvrage novateur, intitulé *Development as Freedom*, Amartya Sen mesure la pauvreté non pas en termes de revenu, mais plutôt en termes de privation de « capacités », c'est-à-dire d'impossibilité pour une personne de mener une vie qui ait un sens. Selon cette définition, la faiblesse du revenu n'est que l'un des multiples facteurs qui peuvent contribuer à appauvrir un individu. Il s'agit, selon les propres termes de Sen, d'une caractéristique *instrumentale*, et non *intrinsèque*, de la pauvreté⁵.

En encourageant l'appropriation locale des stratégies de développement, les organismes d'assistance adoptent une approche consistant à accroître les possibilités qu'ont les individus de mener une vie qui ait un sens - c'est-à-dire, diminuer leur privation de « capacités » - grâce à des formes d'autonomisation aussi bien directes qu'indirectes. En donnant la parole aux populations locales, les organismes de développement parviennent à mieux comprendre les problèmes auxquels se heurte le secteur qu'ils s'efforcent d'aider. Les avantages immédiats que l'autonomisation locale présente pour les organismes de développement peuvent également être directement mesurés sur place car l'engagement individuel dans les groupes d'aide au développement génère des emplois locaux ainsi que d'autres opportunités personnelles.

L'appropriation locale présente également des avantages qui dépassent de loin les seuls individus et organismes directement impliqués dans le processus de développement car elle permet d'autonomiser indirectement les individus dans l'ensemble de la société concernée. Grâce à la diffusion des informations - sur les initiatives, les politiques ou les circonstances - les populations ont le sentiment de davantage contrôler les événements et les courants qui façonnent leur existence. Ce sentiment de participation et d'intégration aide les gens à se reconnaître comme des citoyens ayant des droits. Lorsque les individus acquièrent le sentiment que les droits reconnus par la Déclaration universelle des droits de l'homme - notamment le droit à l'information et la liberté d'expression - s'appliquent également à eux, ils se sentent habilités à demander un plus grand respect de ces droits. Une personne à qui on a donné les moyens de se prendre en charge a la capacité de réclamer les ressources et les possibilités dont elle a besoin. Donner les moyens de s'exprimer permet de construire la liberté d'expression⁶.

À travers le monde, la pauvreté est très fréquemment liée au sexe de la personne ; le simple fait d'être une femme augmente de 50 % la probabilité d'être pauvre⁷. Dans les 49 pays les moins avancés, le taux d'analphabétisme des femmes est en moyenne de 56 % et 16 % des enfants meurent avant l'âge de 5 ans⁸. L'autonomisation indirecte qu'apporte le soutien à la liberté de la presse, et l'accent mis ainsi sur le respect des droits, présente en particulier des avantages pour les groupes traditionnellement exclus de la société civile, notamment les femmes, les minorités et les jeunes. En outre, des médias libres peuvent constituer les tribunes sociales et politiques nécessaires pour faire évoluer les normes sociales concernant les femmes, les groupes minoritaires et les pauvres. En résumé, des médias libres offrent plusieurs des outils essentiels dont les membres des groupes défavorisés ont besoin pour changer de statut, en particulier, et c'est le plus important, l'accès à l'information et la possibilité de s'exprimer.

2. Développement économique durable

« Des médias libres et indépendants sont un instrument important du développement. Ils favorisent une évolution positive en ce qui concerne les pratiques économiques et sociales, la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption et l'accès aux services sociaux essentiels [...]. Pour que les pauvres puissent se faire entendre, il faudrait leur donner plus

⁵ Amartya Sen, *Development as Freedom* (2001), p. 87.

⁶ Sen, p. 53.

⁷ ASDI (Agence suédoise de coopération internationale au développement), http://www.sida.se/sida/jsp/sida.jsp?d=110&language=en_US.

⁸ PNUD, « Fonds d'affectation spéciale thématique : réduction de la pauvreté » (2001).

de possibilités dans les domaines économiques et politiques de manière que les gouvernements prennent au sérieux leurs opinions et leurs préoccupations - mais aussi pour qu'eux-mêmes puissent prendre les initiatives indispensables pour surmonter leurs problèmes »⁹.

Les organisations internationales, les organismes de développement et les gouvernements des pays donateurs se sont rassemblés autour de l'idée que la meilleure chance d'atteindre le développement économique durable est de fournir les services que les pauvres eux-mêmes jugent les plus indispensables, en faisant en sorte que les pays et les communautés bénéficiaires prennent part au processus et affectent l'aide qu'ils reçoivent. Avec les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP), les organismes d'aide au développement cherchent à donner au processus décisionnel une dimension locale pour offrir aux pauvres la possibilité de s'exprimer dans les stratégies de développement conçues pour leur venir en aide. Si la communauté internationale des organismes d'aide au développement s'accorde à dire que les DSRP sont le meilleur moyen d'aider les pauvres et de parvenir au développement économique durable, ainsi que de réaliser les OMD, le succès des DSRP repose sur une hypothèse de départ essentielle qui est celle de l'existence d'une communication entre les organisateurs de l'aide et les bénéficiaires. Or, plusieurs études ont démontré que les populations ciblées, y compris dans les régions les plus saturées d'informations, ignorent complètement ce que sont les DSRP et ce qu'ils visent à accomplir dans leur région. En tant que vecteurs de l'information, les médias libres et indépendants tiennent donc une place centrale dans la réussite des efforts d'assistance déployés en vue du développement économique durable.

Les médias permettent à l'information de circuler dans les deux sens - aussi bien des populations locales vers les gouvernements et les organismes d'aide au développement que dans le sens inverse. Il existe également un autre flux d'informations qui circule des communautés locales et régionales vers la communauté internationale, et réciproquement. L'un des reproches faits régulièrement aux médias depuis les années 70 est que la presse ne consacre pas suffisamment de ressources pour couvrir les problèmes et la situation des pauvres ; dans un secteur qui réagit en fonction des marchés, ceux qui ont les moyens de consommer les médias en orientent réellement la substance tandis que les pauvres et les plus isolés ne voient pas leurs préoccupations essentielles reflétées dans la plupart des médias grand public. Sans vouloir relancer le débat, il est important de noter que les médias jouent indéniablement un rôle déterminant dans la formation et la sensibilisation de l'opinion publique. Le soutien au développement d'une presse libre, en particulier dans les régions les plus pauvres généralement moins bien desservies par l'offre médiatique, permet de faire connaître au monde les questions cruciales de ces communautés. Cet intérêt et cette prise de conscience de la part de la communauté internationale sont une nouvelle promesse de développement durable.

L'éducation est primordiale pour parvenir à ce développement et la liberté de la presse joue un grand rôle en élargissant les occasions de s'instruire. Des médias libres montrent les possibilités d'avoir un engagement citoyen au niveau local et la nécessité d'accorder la priorité à l'instruction pour participer à la vie civique. L'éducation est bien entendu essentielle pour former la main-d'œuvre et permettre aux individus de s'insérer dans l'économie de marché, éléments qui sont tous deux nécessaires au développement durable.

D'autre part, les conflits violents sont l'une des plus graves menaces qui pèsent sur la poursuite de la croissance. La pauvreté et les conflits font souvent partie d'un même cycle terrible ; la pauvreté peut engendrer des conflits, et les conflits génèrent toujours de la pauvreté, détruisant le tissu économique et social tout en emportant de nombreuses vies. Les médias sont un outil essentiel dans la prévention des conflits car ils offrent une tribune pour des échanges non violents et la

⁹ Luc-Joël Grégoire, économiste principal, PNUD, « *Pourquoi le bon journalisme est indispensable au développement* », Journée mondiale de la liberté de la presse (2005).

résolution des problèmes. En donnant la parole aux individus et aux groupes, les médias libres atténuent le sentiment d'ostracisme et de désespoir qui précède souvent la violence. Ils peuvent également servir à informer les gouvernements des problèmes qui couvent dans la société pour que les ressources de l'État soient affectées aux éventuels motifs de mécontentement et de tensions ; dans le meilleur des cas, le journalisme d'investigation peut devenir pour les pouvoirs publics un outil de premier ordre pour mesurer le succès de leurs initiatives sociales et politiques.

Enfin, le potentiel de développement qu'offre une presse libre et son impact sur la lutte contre la pauvreté ne se limitent pas au monde en développement. L'année qui vient de s'écouler a démontré le pouvoir d'une presse libre dans le combat contre la pauvreté révélée au lendemain du passage du cyclone Katrina ou lors de la crise des banlieues à Paris. Les médias d'information à l'échelle mondiale ou presque, comme CNN ou la BBC, et d'autres puissants médias régionaux comme CBA, Al Djazira et MISA, ont des outils à proposer et l'UNESCO invite à débattre de la façon dont ces médias d'envergure régionale ou quasi mondiale contribuent à créer et définir des communautés, et de l'impact que ce phénomène a, à son tour, sur la prise de conscience de la pauvreté et la lutte contre ce fléau.

3. Des gouvernements transparents, non corrompus et tenus de rendre des comptes

Il est communément admis que la bonne gouvernance tient une place centrale dans l'élimination de la pauvreté. L'année dernière, la Journée mondiale de la liberté de la presse a été l'occasion d'examiner le rôle essentiel que joue une presse libre dans la bonne gouvernance. La Déclaration de Dakar, approuvée par la Conférence générale de l'UNESCO en 2005, a établi que la liberté de la presse, et la bonne gouvernance qu'elle favorise, sont déterminantes pour les stratégies de réduction de la pauvreté.

Amartya Sen a très bien montré que les démocraties ne connaissent pas la famine, démontrant ainsi le lien entre liberté d'information et avantages matériels plus concrets. La raison essentielle de ce phénomène est la transparence ; là où il existe une presse libre, les conditions sociales menaçantes sont relativement plus susceptibles de retenir l'attention et de susciter un débat politique, et l'action des dirigeants a davantage de chances d'être connue et suivie par une population qui les a élus pour la servir. En tant que vecteur d'information entre les entreprises, les gouvernements et la population, les médias libres sont des gendarmes qui empêchent les gouvernements de commettre des malversations tout en orientant leur action vers les domaines qui connaissent des difficultés.

La transparence permet également d'éviter la corruption, ce mal social qui cause énormément de tort aux pauvres. La corruption a de nombreuses conséquences néfastes, parmi lesquelles l'affectation inefficace des maigres ressources, l'impossibilité de prévoir l'avenir et d'avoir espoir en lui, et le ralentissement du développement. L'indépendance des médias est le plus grand obstacle à la corruption et aux normes sociales qui la rendent acceptable et prévisible. Dans la lutte contre la corruption, il n'existe pas d'arme plus efficace que la liberté de la presse.

Soutenir la liberté des médias, c'est aussi garantir que l'on attache de l'importance aux questions de développement et d'élimination de la pauvreté, tout en renforçant les institutions chargées de promouvoir le développement global de la société. En offrant aux pauvres un accès à une information digne de confiance, on leur permet de faire des choix éclairés concernant leur propre vie et leur bien-être, et on les encourage à prendre part à la vie civique en votant ou en devenant eux-mêmes des élus.

III. Aller de l'avant : perspectives pour renforcer l'impact des médias libres et indépendants dans la lutte contre la pauvreté

« Dans une société moderne en voie de mondialisation, l'information répand les semences de la prospérité, et ceux qui en sont privés sont clairement désavantagés lorsqu'il s'agit de construire un avenir meilleur pour eux-mêmes et pour leurs enfants »¹⁰.

L'UNESCO a été créée pour promouvoir la compréhension entre les hommes et œuvrer en faveur des objectifs et des droits universels exprimés par ses États membres, à savoir la réduction de la pauvreté, la prévention des conflits et l'appui à la bonne gouvernance dans le monde. La liberté de la presse est au cœur de ces objectifs. Dans le cadre de la présente Journée mondiale de la liberté de la presse, l'UNESCO invite les participants à débattre non seulement des liens conceptuels et observables entre la liberté de la presse et la lutte contre la pauvreté, mais également des mesures concrètes que la communauté des organismes d'aide au développement devrait continuer à prendre en vue d'atteindre les OMD.

(a) L'accès à l'information, les TIC et la communication en général

En 2002, l'UNESCO a lancé un projet de recherche visant à étudier si le recours aux TIC peut aider à réduire la pauvreté et de quelle manière. S'appuyant sur les conclusions de neuf projets relatifs aux TIC conduits en Asie du Sud, l'étude a montré que les TIC sont susceptibles d'autonomiser les populations de multiples façons, en apportant une réponse aux problèmes cruciaux de la pauvreté que sont la marginalisation, les normes sociales oppressives, l'impuissance et l'impossibilité de se faire entendre¹¹. L'UNESCO a conclu que :

Le rapport à la communication des communautés pauvres inclut déjà les TIC en au moins un sens profondément important : l'idée quasi universelle que les TIC, et les compétences qui s'y rapportent, sont de plus en plus essentielles pour survivre ou prospérer dans le monde moderne, et que ces technologies définissent chaque jour davantage l'avenir de leurs enfants - sur les plans mondial, régional, national et local. Dans le même temps, ces technologies sont considérées comme prestigieuses et associées aux gens instruits et aux élites locales ou internationales. Les habitants des communautés défavorisées perçoivent les TIC à la fois comme quelque chose d'essentiel pour eux, mais également comme une chose « qui n'est pas faite pour des gens comme nous »¹².

En 2006, l'UNESCO invite à débattre plus amplement du potentiel des TIC dans la lutte contre la pauvreté à l'occasion de cette Journée mondiale de la liberté de la presse.

(b) Techniques de mesure : comment faire part de ce que l'on sait

L'UNESCO et un grand nombre de ses organisations partenaires reconnaissent que les médias libres et indépendants tiennent une place importante dans le développement économique durable et la lutte contre la pauvreté, même si leur rôle est souvent difficile à mesurer car les bienfaits ne sont souvent visibles qu'indirectement ou avec le recul. La priorité accordée à la liberté de la presse dans la lutte contre la pauvreté est toutefois remise en cause par certains détracteurs selon lesquels le meilleur moyen d'éliminer la pauvreté est de proposer des services essentiels. Les tenants de cet argument affirment que le partage de connaissances qui permettent d'augmenter le rendement des cultures, par exemple, ou la vaccination contre certaines maladies, ont un impact plus mesurable

¹⁰ Shashi Tharoor, secrétaire général adjoint à la communication et à l'information des Nations Unies, discours liminaire, Forum mondial pour le développement des médias, Amman, Jordanie (2005).

¹¹ Don Slater et Jo Tacchi, « *Research: ICT Innovations for Poverty Reduction* » (Les innovations en termes de TIC pour la réduction de la pauvreté), UNESCO (2004).

¹² Slater et Tacchi, *Research ICT Innovations for Poverty Reduction*, UNESCO (2004).

que le soutien à la liberté d'expression et la liberté de la presse, et qu'il s'agit donc d'une meilleure stratégie à adopter au moment d'investir des ressources d'aide limitées.

Si la communauté des organismes de développement a défini des indicateurs pour mesurer la réduction de la pauvreté, ainsi que des indicateurs mesurant la liberté de la presse, il reste encore à élaborer des indicateurs pour évaluer l'impact de la liberté de la presse sur la réduction de la pauvreté. La mise au point de tels instruments de mesure est essentielle, tant pour mieux comprendre les mécanismes précis par lesquels la liberté de la presse facilite la lutte contre la pauvreté que pour concevoir des programmes visant à favoriser et à amplifier l'impact des médias libres et indépendants sur l'élimination de la pauvreté.

Bibliographie

Déclaration de Bellagio sur le rôle de la communication dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (2004).

Déclaration du Colloque de Bellagio sur les médias, la liberté et la pauvreté (2003).

James Deane, « *Why the Media Matters* », Forum mondial pour le développement des médias, octobre 2005.

DFID et Banque mondiale, *With the Support of Multitudes: Using Strategic Communication to Fight Poverty through PRSPs* (2005).

Luc-Joël Grégoire, « *Pourquoi le bon journalisme est indispensable au développement* », Journée mondiale de la liberté de la presse, 2005.

Ann Hudock, « *Hearing the Voices of the Poor: Encouraging Good Governance and Poverty Reduction through Media Support* », World Learning (2003).

Valentine Moghadam, « *The Feminization of Poverty and Women's Human Rights* », UNESCO (2005).

Colleen Lowe Morna, dir. publ., *Getting it Right: Gender and Media in Southern Africa* (Gender Links: Southern Africa Gender and Media Summit, 2004).

Deepa Narayan, « *Can Anyone Hear Us? Voices from 47 Countries* », Réseau pour la lutte contre la pauvreté et pour la gestion économique (PREM), Banque mondiale (1999).

Ian Pringle et Savithri Subramanian, dir. publ., « *Profiles and Experiences in ICT Innovation for Poverty Reduction* », UNESCO (2004).

Amartya Sen, *Development as Freedom* (2001).

Don Slater et Jo Tacchi, « *Research ICT Innovations for Poverty Reduction* », UNESCO (2004).

Shashi Tharoor, discours liminaire, Forum mondial pour le développement des médias, Amman (Jordanie) 2005.

PNUD, « Fonds d'affectation spéciale thématique : réduction de la pauvreté », (2001).

Ashutosh Varshney, « *Poverty Eradication and Democracy in the Developing World* », Document de travail pour le Rapport mondial sur le développement humain (2002).

James D. Wolfensohn, Journée mondiale de la liberté de la presse, 2005.

Banque mondiale, *Le droit d'informer : le rôle des médias dans le développement économique*.